Tribunes publiées dans le Journal n°47

Patricia Bour
Majorité municipale
L'OPH 93 s'apprête à racheter le patrimoine du bailleur OPIEVOY soit près de 5000 logements en Seine-Saint-Denis dont près de 2000 au Blanc-Mesnil. Cette décision imposée par l'État, sans aucune concertation avec les autres bailleurs se fait au mépris des habitants du Blanc-Mesnil mais va également à l'encontre des avis des maires concernés. Les autorités de la commune ont été sollicitées tardivement par les représentants de l'État alors même que le processus d'acquisition était conclu et que la position des maires n'était pas connue officiellement.

Aucune concertation n'a été engagée afin de trouver une solution pérenne pour ces appartements et leurs locataires, qui ne semblent pas être la priorité, ni de l'État ni du département, dans ce transfert de patrimoine. Pour les Blanc-Mesnilois qui y résident, ils savent que ces logements ne sont pas les mieux entretenus et qu'ils nécessiteraient des travaux importants de réhabilitation.

Aujourd'hui l'OPH est en incapacité de réaliser ces travaux qui nécessiteraient au moins 50 millions d'euros pour l'ensemble du parc social de l'OPIEVOY au Blanc-Mesnil (bien loin des 30 millions estimés par l'OPH!). Nous souhaiterions vivement que cet organisme s'attèle particulièrement à la rénovation des logements qu'il possède déjà, avant d'envisager la reprise d'un patrimoine aussi important. Que les Blanc-Mesnilois sachent que nous serons d'une extrême vigilance non seulement quant à l'entretien de ces logements mais aussi pour exiger les travaux nécessaires à l'amélioration de leur cadre de vie. Nous exercerons notre devoir d'interpellation en cas de manquement à ces obligations.

Jean-Yves Souben
« Vert et Ouvert »
Président du groupe Vert et Ouvert
Dans l'article du journal le Parisien du 22 Septembre, l'édile de notre ville «s'étrangle» du coût de la scolarisation des enfants hébergés dans des hôtels de notre ville faute de places dans des centres d'hébergements.

Ces «enfants du 115*» placés pour quelques jours voire quelques semaines sont des victimes de guerres ou issus de la très grande pauvreté. Notre fierté serait de leur tendre la main et non de les montrer du doigt, leur accorder la cantine pour au moins un repas décent par jour. L'éducation est leur seule issue au monde auquel ils sont confrontés. Oublié le corps sans vie d'un petit garçon sur une plage grecque qui fit pleurer dans les chaumières...

Les qualités professionnelles de nos enseignant-e-s permettent d'adapter leur pédagogie sans remettre en cause le niveau de leurs classes et d'accueillir ainsi ces enfants victimes de notre société individualiste. Si la majorité municipale est dans l'incapacité d'anticiper l'ouverture de classes et de financer l'accueil dans les écoles, accuser des enfants est indigne, les nommer «enfants du 115» est ignoble.

M. le Maire, demandez à vos amis LR du 92 de vous aider! Mais à ce jour trop d'enfants, de travailleurs pauvres, dorment encore dans la rue et les élu-e-s ne peuvent pas dire : «ailleurs, pas chez nous». Pour ces enfants défavorisés dans notre ville, la devise de la République prend le goût amer de «Préjugé, Inégalité, Hostilité», pour nous elle est et restera pour toujours «Liberté, Égalité, Fraternité».

*115 : centre d'appel social d'urgence pour l'hébergement des sans domicile.

Didier Mignot
« Blanc-Mesnil au cœur »
Président du groupe « Blanc-Mesnil au cœur »

Les propos du maire dans la presse sur «les enfants qui coûtent trop cher» sont inacceptables. Et ce n'est pas tout. En effet, vous êtes nombreux à nous faire part de la dégradation du service social, non pas du fait de la qualité du travail de ses agents, mais des conditions dans lesquelles ils et elles sont placés pour répondre aux situations dramatiques que vivent un trop grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants de notre ville.

Rendez-vous impossibles, dossiers rejetés, refus d'audience par les élus… telle est la situation à laquelle s'ajoute le refus d'inscription à la cantine et au dispositif périscolaire d'enfants de familles en difficulté. Ici, chaque semaine, des expulsions locatives jettent des familles à la rue sans le moindre accompagnement social. L'inhumanité ne doit pas faire une politique municipale et ne doit pas davantage accompagner les conséquences catastrophiques des politiques libérales nationales.

Pire, les actes et propos du maire confortent et aggravent ces politiques par la désignation de boucs émissaires et des amalgames aussi fantaisistes que douteux. Notre ville, terre de solidarité depuis des décennies, n'a rien à gagner d'un tel comportement.

Un maire se doit de rassembler et non pas de jeter ses concitoyens les uns contre les autres. Notre société a besoin de fraternité, de solidarité. Ces derniers mois en attestent. Les élu-e-s de notre groupe ne dévieront pas de ce chemin, le seul pour bien vivre ensemble.

Contact : blancmesnilaucoeur@gmail.com